Octobre 2024

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
ET L'INSTALLATION D'UN CARROUSEL PLACE SALVA

CAHIER DES CHARGES



Nom et adresse de la personne publique	Commune de Guillestre - 1 Place des Droits de l'Homme 05600 GUILLESTRE
Téléphone	06 07 90 02 48
Email	cadredevie@villedeguillestre.fr
Cadre juridique	Article L.2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, alinéa 1
Objet	Mise à disposition du domaine public pour l'installation d'un carrousel
Lieu d'exécution	Place Salva 05600 GUILLESTRE
Surface mise à disposition	64 m2
Activité	Carrousel

Date limite de réception des candidatures : le 04/11/2024

Le présent document présente les règles d'exécution du contrat, c'est à dire notamment les conditions d'occupation que l'attributaire devra respecter. Les candidats sont invités à le lire attentivement et dans son intégralité.

Table des matières

Article 1 : Présentation de la commune et du site du projet 3
Article 2 : Rappel des modalités générales d'occupation du domaine public 3
Article 2 : Objet de la convention 4
Article 3 : Désignation du bien 4
3.1 Parcelle du domaine public concernée 4
3.2 Destination des lieux occupés 4
3.3 Durée de l'occupation 4
Article 4 : Conditions d'exploitation 4
4.1 Horaires d'exploitation 4
4.2 Aménagement 5
4.3 Entretien, maintenance et réparation 5
4.4 Musique 5
4.5 Communication 5
4.6 Contraintes liées à l'exercice de l'activité 5
Article 5 : Dispositions financières 6
5.1 Redevance 6
5.2 Dépôt de garantie 6
5.3 Impôts et taxes 6
Article 6 : Suspension et résiliation anticipée de la convention 6
6.1 Résiliation à l'initiative de l'occupant : 6
6.2 Résiliation à l'initiative de la Ville pour motif d'intérêt général 7
6.3 Résiliation pour force majeure 7
6.4 Résiliation pour faute du preneur 7
Article 7 : Conséquences de la fin des relations contractuelles 7
Article 8 : Litiges 8
Article 9 : Renseignements complémentaires 8
Article 10 : Modalités de candidature 8
10.1 Candidatures éligibles 8
10.2 Contenu des candidatures 8
10.3 Modalités administratives de dépôt des candidatures 9
Article 11 : Organisation de la consultation 9
Article 12 : Examen et sélection des candidatures 10
12.1 Modalités générales de recevabilité et de sélection des candidatures 10
12.2 Critères d'analyse et de sélection des candidatures 10
Article 13 : Traitement des données personnelles 10

Article 1 : Présentation de la commune et du site du projet

Située aux portes du Parc naturel régional du Queyras, à 1000 mètres d'altitude, Guillestre dispose d'un emplacement géographique idéal au carrefour des vallées du Guil et de la Durance. Guillestre est entourée par les communes et stations de sports d'hiver de Vars et Risoul et du Queyras, la place forte de Mont-Dauphin et le village d'Eygliers où se situe la gare SNCF. Guillestre accueille de nombreuses animations sportives, artistiques et culturelles tout au long de l'année et un marché hebdomadaire tous les lundis matin.

En raison de sa position centrale et de sa visibilité, l'installation du carrousel est prévue sur la place Joseph Salva. L'espace mis à disposition du projet est d'une superficie d'environ 64 m2 (8m x 8m). Voir le plan en annexe.

Article 2 : Rappel des modalités générales d'occupation du domaine public

- L'espace ouvert à la l'exploitation commerciale relève du domaine public de la Commune de Guillestre.
- Nul ne peut occuper, exposer et vendre sur le domaine public sans une autorisation d'occupation du domaine public.
- Le titre d'occupation délivré à l'issue de la consultation prend la forme d'une convention d'occupation privative du domaine public. La convention d'occupation privative du domaine public est un contrat administratif.
- Les autorisations sont délivrées à titre précaire et révocable. Elles sont incessibles et personnelles.
- L'occupant dispose du droit d'occuper l'emplacement mis à disposition exclusivement pour les activités ciblées dans le présent appel à candidatures.
- L'occupation du domaine public est autorisée en contrepartie du versement d'une redevance qui tient compte des avantages, de toute nature, procurés à l'occupant, conformément aux dispositions de l'article L. 2125-3 du Code général de la propriété des personnes publiques.
- L'occupant est libre d'engager des travaux et/ou des aménagements, ceux-ci devant être soumis, au préalable, à l'approbation de la Commune de Guillestre dans le respect des dispositions réglementaires.
- La Commune de Guillestre se réserve le droit de contrôler la conformité de l'activité exercée au cours de l'exploitation. Dans le cas d'une fermeture de l'emplacement pour des motifs d'intérêt général (sécurité, travaux, etc.), la collectivité ne sera pas tenue de proposer un emplacement de remplacement à l'occupant.
- En cas d'infraction aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur, l'autorisation d'occupation du domaine public peut être résiliée sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnité ou compensation. Elle peut également faire l'objet d'une résiliation pour un motif d'intérêt général. Le titulaire de l'emplacement peut, pour sa part, demander qu'il soit mis fin à son titre d'occupation. À l'expiration de l'autorisation, il n'existe pas de droit au renouvellement et aucune indemnité n'est versée en cas de non-renouvellement.

Article 2 : Objet de la convention

La Commune de Guillestre, en vue d'une mise à disposition d'un de ses biens immobiliers dans le cadre d'une autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public (AOT) telle que définie par les dispositions des articles L 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques, lance une procédure de mise en concurrence auprès d'exploitants potentiels. Cette procédure vise à trouver un opérateur économique pour l'installation et l'exploitation d'un manège type carrousel place Joseph Salva.

En considération du caractère économique de l'activité envisagée pour l'exploitation de cet espace public, la Commune de Guillestre met en œuvre la présente procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Le présent document constitue le cahier des charges de mise en concurrence contenant les conditions d'occupation du domaine public en question et l'ensemble des informations juridiques, administratives et techniques relatives à l'immeuble.

Article 3 : Désignation du bien

3.1 Parcelle du domaine public concernée

La commune de GUILLESTRE donne en location à titre précaire au preneur qui accepte dans les conditions fixées, le bien immobilier désigné ci-dessous :
Il s'agit d'un espace nu, non cadastré situé sur l'espace public dont dispose la Commune de Guillestre. Cet emplacement est situé en centre bourg de Guillestre, sur la place Salva, en zone Ua du PLU. C'est un lieu visible. La superficie de l'emplacement est de 64 m^2.
La position exacte de la zone occupée est déterminée par la Ville selon le plan joint en annexe.

Les installations ne pourront s'étendre au-delà de cette surface, qu'il s'agisse de l'emprise au sol ou d'éléments aériens.

3.2 Destination des lieux occupés

Le projet portant sur l'installation d'un manège type carrousel, la seule activité de vente prévue est la vente de billet donnant droit à un tour de carrousel.

3.3 Durée de l'occupation

L'exploitation fera l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public, dans un premier temps, pour la saison hivernale 2024/2025. Cette occupation pourra s'étendre du 1er décembre 2024 au 31 mars 2025. Le candidat aura la possibilité de proposer une occupation pour toute la période ou seulement une partie, selon ses disponibilités.

Article 4 : Conditions d'exploitation

4.1 Horaires d'exploitation

Il appartiendra au candidat de proposer les jours et plages d'ouverture qu'il souhaiterait mettre en place pour assurer le bon fonctionnement de son exploitation. Si sa proposition est acceptée par la commune, ce dernier s'engagera à ouvrir le commerce conformément au planning prévu.

Une attention particulière sera toutefois portée à l'ouverture du manège sur les périodes extrascolaires (sorties d'école et vacances scolaires). Il sera par ailleurs demandé à ce que l'horaire de fermeture ne dépasse pas 20h. Enfin la Ville pourra, à titre exceptionnel, proposer une exploitation sur des horaires différents lors de diverses manifestations.

4.2 Aménagement

- Le preneur pourra installer sur l'emplacement un manège type carrousel.
- La Ville mettra à disposition de l'occupant un accès électrique dont la puissance maximale sera de 32 A triphasé sur un bornier présent à proximité de l'installation.
- Les bancs et chaises installés par le porteur de projet pour permettre aux accompagnants de s'asseoir ne pourront dépasser l'emprise. De plus, le mobilier installé ne pourra rester sur le domaine public pendant les périodes de fermeture et devra donc être rangé et stocké dans l'espace attribué au carrousel.
- Dans l'éventualité où l'occupant souhaiterait effectuer des aménagements qui viendraient modifier l'esthétique ou l'emprise d'occupation, il devra obligatoirement les soumettre pour accord préalable à la Ville de Guillestre.
- L'occupant reste propriétaire de son équipement et récupère l'ensemble de ses installations (structures et équipements, le mobilier et/ou structures d'accueil modulaires démontables mis en place).
- Le porteur de projet devra prendre à sa charge le transport, le montage et le démontage des différentes structures ainsi que toute la manutention nécessaire à l'exécution de son activité.

4.3 Entretien, maintenance et réparation

Le candidat retenu s'engage à :

- Maintenir, à ses frais, les lieux occupés en bon état, procéder au nettoyage et à l'entretien courant de tout son équipement
- Assurer la maintenance technique de ses équipements.
- Effectuer, dans tous les espaces occupés, le nettoyage spécialisé des intérieurs et des extérieurs, ainsi que tout entretien spécifique à l'activité.

En cas de perte, de dégradation ou de vol, la responsabilité de la Ville de Guillestre ne pourra être engagée.

4.4 Musique

L'exploitant est autorisé à diffuser de la musique pendant les horaires d'ouverture et dans la mesure où son intensité sonore demeure raisonnable. En cas de non-respect et de troubles de voisinage trop importants, la Ville se réserve le droit d'imposer un niveau sonore maximum ou de demander l'extinction de la musique.

4.5 Communication

Dans le cadre de ses opérations de communications et sans limitation de durée, la Ville peut utiliser l'image de la structure commerciale et le cas échéant celle des éléments connexes sans contrepartie d'aucune sorte, notamment financière, pour l'occupant. L'occupant est libre d'utiliser l'image de ses équipements pour ses propres besoins en matière de communication.

4.6 Contraintes liées à l'exercice de l'activité

- Le preneur aura la charge de l'entretien et du nettoyage des lieux.
- Le preneur prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée en jouissance. Un état des lieux pourra être établi contradictoirement entre les parties.

- L'occupant devra effectuer toutes les démarches administratives nécessaires à l'exploitation de son activité commerciale notamment l'inscription au Registre du Commerce et le contrôle de l'installation auprès d'un organisme titulaire d'un agrément spécifique émanant du ministère de l'Intérieur et des Outres-mer.
- L'occupant devra respecter la réglementation liée à l'activité exercée, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées et ce, en toutes circonstances. Il devra disposer en permanence de toutes les autorisations administratives nécessaires à son activité et en justifier à première demande, de sorte que la responsabilité de la Ville de Guillestre ne puisse jamais être mise en cause à quelque titre que ce soit.
- L'Occupant devra souscrire sous leur seule responsabilité, auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables de son choix, les différentes garanties d'assurance nécessaires garantissant la couverture des dommages causés aux tiers du fait de son exploitation et une police d'assurance multirisque dommages aux biens, pendant toute la durée de la convention. Il renonce à tout recours contre la commune de Guillestre. Aucune indemnisation ne sera versée en cas de dégradations. Il est entièrement responsable des biens et des personnes dont il a la charge.

Article 5 : Dispositions financières

5.1 Redevance

Conformément à l'article L. 2125-3 du CG3P, l'Occupant devra s'acquitter d'une redevance. Le montant de la redevance d'occupation est fixé par délibération de la Commune de Guillestre. Etant précisé que cette redevance ne comportera pas de part variable assise sur le chiffre d'affaires ou le bénéfice réalisé par l'occupant.

Le montant de la redevance sera de 80€ par mois, électricité incluse. Le montant total sera calculé en fonction de la durée d'occupation qui aura été convenue entre la commune et le candidat. Ce montant sera réglé en une seule échéance à la signature de la convention et pourra faire l'objet d'un règlement en espèces ou chèque.

5.2 Dépôt de garantie

Un dépôt de garantie d'un montant de 100 € sera versée par chèque par le preneur au moment de la signature de la convention dans les conditions prévues par les lois et règlements. Le dépôt de garantie est restitué à l'occupant à l'expiration, normale ou anticipée, de la présente convention et sous un délai de deux mois, sous réserve de la libération effective des lieux et de la parfaite remise en état de l'emplacement

5.3 Impôts et taxes

L'occupant supportera seul toutes les contributions, taxes et impôts de toute nature, afférents à l'organisation et à la gestion de son activité

Article 6 : Suspension et résiliation anticipée de la convention

6.1 Résiliation à l'initiative de l'occupant :

La convention pourra être résiliée à tout moment par l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception et avec préavis de 1 mois, lequel ne saurait se prévaloir d'une quelconque indemnité.
Les sommes versées au titre de la redevance annuelle ne lui seront pas restituées.

6.2 Résiliation à l'initiative de la Ville pour motif d'intérêt général

La résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général est une prérogative exorbitante du droit commun dont dispose la personne publique en matière de contrats administratifs. Aussi, nonobstant la durée prévue de l'autorisation et étant observé que la domanialité publique du terrain s'oppose à ce que l'occupant puisse invoquer à son profit l'application des dispositions législatives régissant les baux privés, l'autorisation peut être révoquée par la Ville à tout moment, en totalité ou en partie, si l'intérêt général l'exige.

Ce retrait pour cause d'intérêt général ne saurait donner lieu à quelconque indemnité au profit de l'occupant. Dans ce cas, aucun préavis n'aura à être respecté par la Ville. En revanche, un courrier en recommandé avec accusé réception adressée à l'occupant dans un délai raisonnable, indiquera les motifs d'intérêt général ayant conduit à cette décision, étant précisé que l'occupant sera invité à présenter ses observations écrites et/ou orales dans un délai imparti qui ne pourra être inférieur à 15 jours. Dans l'éventualité où le retrait pour cause d'intérêt général n'est que partiel, l'occupant a la possibilité d'obtenir la résiliation totale de son autorisation.

6.3 Résiliation pour force majeure

Si la fermeture du lieu ou la cessation d'activité de l'Occupant venait à être décidée en cours de convention, pour une raison de force majeure, la convention sera interrompue de plein droit pendant la durée de cette fermeture, sans que l'occupant puisse prétendre de ce fait, à aucune indemnité. La redevance sera alors due par l'Occupant au prorata du nombre de jours d'ouverture. Si l'évènement dure plus d'un mois, les parties peuvent décider de résilier la convention d'un commun accord.

6.4 Résiliation pour faute du preneur

La convention est résiliée de plein droit par la Commune, un mois après réception de la lettre recommandée par l'Occupant et sans indemnité dans les cas suivants :

- Non-paiement de la redevance aux échéances convenues ;
- Non-communication à la Commune des documents suivants : copie de la police d'assurances présentant les clauses imposées par la Ville, attestation de la constitution du dépôt de garantie prévu par la présente convention, attestation de l'effectivité de la couverture d'assurance pendant la durée d'exécution de la présente convention ;
- Non-respect des termes de la convention ;
- Dissolution ou liquidation judiciaire de la société occupante ;
- Cessation par l'occupant pour quelque motif que ce soit de l'exercice de l'activité prévue dans les lieux mis à disposition ;
- Condamnation pénale de l'occupant le mettant dans l'impossibilité de poursuivre son activité.
- Changement d'affectation ou utilisation différente même provisoire, sauf accord des parties.

Article 7 : Conséquences de la fin des relations contractuelles

Un état des lieux contradictoire détaillé est établi au terme (normal ou anticipé) de la convention. Au terme de la convention, l'occupant remet la parcelle dans son état initial. Les éventuelles modifications, dégradations et atteintes à la parcelle occupée qui se sont produites hors des périodes d'absence des installations de l'occupant font l'objet d'une réparation prise en charge par ce dernier. A défaut, si la

Ville exécute ou fait exécuter les réparations, les frais en seront exigés à l'occupant. L'occupant n'est pas admis à présenter un successeur à la Ville pour l'occupation de la parcelle. Il est par ailleurs interdit de procéder à une cession onéreuse du titre d'occupation, qui serait en tout état de cause nulle au regard du droit de la domanialité publique et pourrait constituer un délit sanctionné par le code pénal.

Article 8 : Litiges

Les Parties s'engagent, autant que possible, à régler leur différend de façon amiable à compter de la réception de la notification par écrit d'un différend par l'une ou l'autre des parties. En cas de persistance du litige, le Tribunal administratif de MARSEILLE sera seul compétent.

Article 9 : Renseignements complémentaires

Préalablement à la remise des dossiers, les candidats pourront se rendre sur le site, qui est libre d'accès. Ils pourront effectuer toutes prises de notes, cotes ou photos.

Pour tout complément d'information ou pour toute question, veuillez-vous adresser, au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures, à : cadredevie@villedeguillestr.fr

Article 10 : Modalités de candidature

10.1 Candidatures éligibles

Pour obtenir un emplacement destiné à l'exploitation d'une activité commerciale sur la voie publique, il faut :

- Être âgé de 18 ans au minimum ou émancipé ;
- Être ressortissant d'un état membre de l'Union Européenne ou étranger en situation régulière ;

10.2 Contenu des candidatures

Les candidats, qu'ils soient des personnes physiques ou morales, doivent présenter une proposition comportant les éléments suivants :

- Le présent règlement de consultation signé
- Une lettre de candidature rédigée sous forme libre par le candidat permettant à la Commune d'apprécier son projet. Celle lettre devra notamment faire apparaître le descriptif du projet d'activité commerciale avec planning prévisionnel d'utilisation (horaires et jours d'ouverture), les moyens techniques et humains prévus.
- Une présentation du carrousel comprenant :
    - des visuels (photos, croquis, simulations) des installations
    - les plans prévoyant l'implantation des structures et indiquant l'emprise au sol du manège forain, caisse et zone de sécurité comprise (longueur, profondeur et hauteur)
    - la grille tarifaire
- Tout élément que le candidat jugera utile à la compréhension de sa proposition.
- Les pièces administratives suivantes :
    - extrait KBIS
    - attestations sociales et fiscales
    - attestations d'assurance

- le rapport technique du manège conformément à l'arrêté du 12 mars 2009
- le certificat de conformité de la structure envisagée à jour et délivrée par un organisme agréé

- Si possible, un compte prévisionnel d'exploitation

Le porteur de projet devra présenter un projet permettant de garantir le respect des normes et réglementations en vigueur.

10.3 Modalités administratives de dépôt des candidatures

Le dossier dûment complété et accompagné des pièces à fournir est à renvoyer **par mail uniquement** (aucune remise sous format papier ou télécopie ne sera admise) aux deux adresses suivantes :

- lou.morel-tourniaire@comcomgq.com
- cadredevie@villedeguillestre.fr

Mentionner en objet du mail : « Candidature Carrousel Place Salva ».
L'ensemble des éléments à fournir, précisé à l'article 5.2 du présent cahier des charges, **ne devra faire l'objet que d'un seul envoi.**

Date limite de réception des candidatures : 04/11/2024 à 17h00, heure de Paris.

Article 11 : Organisation de la consultation

Cette procédure de sélection préalable a pour objet d'apporter les garanties exigibles en matière d'impartialité et de transparence, et d'assurer les mesures de publicité afin de permettre aux candidats potentiels de se manifester.

Si la présente procédure de sélection demeure sans réponse ou est infructueuse, la Ville sera fondée, en application des dispositions de l'article L. 2122-1-3 3 du code général de la propriété des personnes publiques à délivrer un titre à l'amiable à l'opérateur de son choix. Les candidats ne pourront se prévaloir d'une quelconque indemnité, quelle que soit la suite donnée à leur proposition.

La Ville se réserve le droit de mettre fin à la consultation à tout moment de la procédure, pour un motif d'intérêt général. Les candidats ayant retirés le dossier ne pourront prétendre à aucune indemnisation. De même, toujours dans l'optique de préserver l'intérêt général et de veiller à la bonne gestion de son domaine, la Ville n'est pas tenue de retenir une candidature à l'issue de la procédure de sélection. Par conséquent, elle se réserve le droit de déclarer la procédure infructueuse s'il s'avère que l'ensemble des propositions reçues sont notamment irrégulières en ce qu'elles ne respectent pas les modalités rappelées dans le présent règlement de sélection préalable, inacceptables, en ce qu'elles sont contraires à l'intérêt de la Commune (proposition incohérente ou présentant des fragilités, etc.) ou inappropriées, en ce que qu'elles sont sans rapport avec l'objet de la consultation.

Les candidats ayant remis une proposition en seront informés et ne pourront prétendre à aucune indemnisation.

La Ville veille par ailleurs au respect de la confidentialité des propositions et s'interdit de révéler aux autres candidats les informations contenues dans la proposition de l'un d'entre eux, de quelque manière que ce soit

La présente consultation est organisée en 5 étapes :

1. Une étape de publicité menée par la Commune de Guillestre : lancement de l'appel à projets. Ce dernier est publié sur le site internet ainsi que sur les réseaux sociaux de la collectivité. Il

est également consultable sur les panneaux d'affichages mairie. L'ensemble des documents de l'appel à projet est téléchargeable sur le site internet de la Mairie.

2. Une étape de candidature de la part des opérateurs économiques.
3. Une étude des candidatures par le Bureau municipal, chargé d'émettre un avis consultatif sur les propositions. Le Bureau municipal se réserve le droit d'organiser des auditions et d'engager des négociations avec les candidats. Cette étape permettra à la collectivité d'en savoir plus sur la qualité des projets économiques.
4. La délibération du Conseil Municipal, sur avis du Bureau, pour l'attribution de l'autorisation d'occupation du domaine public.
5. La conclusion d'un accord sous forme de signature d'une convention temporaire d'occupation du domaine public entre le lauréat et la Commune de Guillestre.

Article 12 : Examen et sélection des candidatures

12.1 Modalités générales de recevabilité et de sélection des candidatures

- Afin de permettre l'analyse des propositions, les dossiers de candidature doivent être complets et conformes aux prescriptions figurant à l'article 10. S'il est constaté que certaines des pièces listées dans le dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, il pourra être demandé à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces. L'ensemble des candidats sera informé de la possibilité qui leur est donnée de compléter leur candidature dans le même délai.
- La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes de transparence et d'égalité des candidats, conformément à l'article L 2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

12.2 Critères d'analyse et de sélection des candidatures

Les candidatures seront analysées et classées sur la base des critères ci-après, pondérés de la manière suivante (sur 20 points) :

Critères de sélection	Pondération
Critère 1 : Qualité du projet présenté (ce critère pourra s'appuyer notamment sur des éléments tels que l'esthétique du carrousel, le nombre de places assises)	Note sur 8
Critère 2 : Délai de mise en service et période d'ouverture du manège	Note sur 8
Critère 3 : Grille tarifaire	Note sur 4

Article 13 : Traitement des données personnelles

En communiquant leurs données personnelles dans le cadre de l'appel à projets, les candidats acceptent d'être contactés exclusivement dans ce cadre par la Commune (invitations à remettre des pièces complémentaires, information sur l'état d'avancement de la procédure, information sur les lauréats retenus, invitation à participer à des évènements en qualité de lauréat..). Les données personnelles ne feront l'objet d'aucune autre utilisation ultérieure. Les données sont collectées uniquement par le pôle cadre de vie de la Commune de Guillestre.

Si les conditions sont remplies et dans la limite de la règlementation en vigueur, les personnes concernées par ce traitement de données bénéficient d'un droit d'information et peuvent accéder aux données les concernant, les rectifier ou exercer leur droit à la limitation du traitement. Pour exercer

ces droits, vous pouvez contacter notre délégué à la protection des données à l'adresse postale suivante : Mairie de Guillestre, à l'attention du délégué à la protection des données, 1 place des Droits de l'Homme 05600 GUILLESTRE ou par courriel : cadredevie@villedeguillestre.fr .

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés à l'adresse suivante https://www.cnil.fr/fr/plaintes ou bien encore par courrier postal : CNIL - Service des Plaintes - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Le ……/……/……. À ……

(Mention « Lu et approuvé » + NOM, Prénom + titre + Signature)

Annexe 1 : Photographie aérienne du site et emplacement

